

intérêts sur le principal des prêts actuels destinés aux améliorations agricoles, des prêts de la Société du crédit agricole et des syndicats d'équipement agricole?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): J'ai répondu plusieurs fois à une question semblable dans cette enceinte. Je répète: tout bénéficiaire d'un prêt de la Société du crédit agricole qui désire faire une demande à la Société en prouvant qu'il n'est pas en mesure de rembourser, pourra faire différer ces versements. Mais le député devrait être au courant, car je l'ai répété une quinzaine de fois à la Chambre.

[Plus tard]

M. Southam: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire se rapporte à celle que je posais au ministre de l'Agriculture il y a un instant. Puisqu'il me répond avec tant d'arrogance qu'il a déjà répondu une quinzaine de fois à cette question, je voudrais savoir s'il l'a fait à l'extérieur de la Chambre parce que, sûr et certain, il ne l'a pas fait à l'intérieur de la Chambre!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

[Plus tard]

M. J. H. Horner (Crowfoot): J'aimerais adresser une question complémentaire aux deux ministres mais comme celui qui est comptable de la Commission du blé a déjà répondu à un certain nombre de questions, je la poserai au ministre de l'Agriculture.

Elle se rattache à celle que le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a posée au sujet du remboursement de l'intérêt sur les emprunts. Étant donné le rapport de la Commission Barber et le nombre des saisies de machines agricoles par les compagnies de finance et les compagnies d'instruments aratoires, ainsi que les entretiens du ministre avec ces dernières au sujet des conclusions de la Commission Barber sur la vente des machines agricoles, leur demanderait-il à l'avenir—car je sais qu'il ne l'a pas encore fait—de placer un moratoire sur les saisies et sur la reprise de possession des machines agricoles jusqu'à ce que les cultivateurs soient en mesure de vendre du grain et de payer ces machines, ce que souhaitent la plupart d'entre eux?

L'hon. M. Olson: Il n'est pas tout à fait exact de dire que je n'ai pas discuté de la question avec certains fabricants...

M. Horner: Vous l'avez dit vous-même.

[M. Southam.]

L'hon. M. Olson: ...bien que ce n'ait pas été le sujet du rapport de la Commission Barber. Mais j'ai signalé aux présidents de quelques compagnies qu'une certaine inquiétude régnait à ce sujet et ils m'ont fait savoir qu'ils avaient renouvelé un grand nombre de reconnaissances de dettes pour des machines agricoles impayées, et accepté d'en différer l'échéance.

M. Horner: Le ministre communiquerait-il à la Chambre et au pays le nombre d'emprunts qui ont été annulés et le pourcentage des prêts sur lesquels les compagnies d'instruments aratoires ont consenti à accorder un moratoire ou à retarder les saisies?

L'hon. M. Olson: Je ne suis pas sûr de pouvoir obtenir ces renseignements de la façon dont l'a demandé le député, mais je pourrais certes demander aux compagnies de nous fournir certains renseignements.

LES PARCS NATIONAUX

QUÉBEC—L'ÉTABLISSEMENT D'UN PARC DANS LA MAURICIE

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Son ministère a-t-il pris des décisions concernant le parc national de la Mauricie?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, aucune décision définitive n'a été prise, mais je dois rencontrer demain les autorités provinciales relativement à ce problème, aussi bien qu'à celui du parc Forillon.

L'INDUSTRIE

LA PARTICIPATION AU PROGRAMME DE L'AVION STOL DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND

[Traduction]

M. Barney Danson (York-Nord): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre de l'Industrie et du Commerce si la décision de la société de Havilland Canada de maintenir la construction des avions DHC-7 STOL a été motivée par les subventions fédérales? Si oui, quelle est la nature des subventions et leur montant?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a affecté 1.4 million de dollars à